

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'article III - 100 (ex article 138)

Déposée par **M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

Qualité : - Membre

---

#### **Article III -100 (ex-article 138)**

1. La Commission a pour tâche de promouvoir la consultation des partenaires sociaux au niveau-de l'Union et adopte toute mesure utile pour faciliter leur dialogue en veillant à un soutien équilibré des parties.
2. À cet effet, la Commission, avant de présenter des propositions dans le domaine de la politique sociale, consulte les partenaires sociaux **représentatifs** sur l'orientation possible d'une action de l'Union.

Les organisations des partenaires sociaux doivent pour être représentatives répondre aux critères **suivants** :

- être interprofessionnelles, sectorielles ou catégorielles et être organisées au niveau européen ;
- être composées d'organisations elles - mêmes reconnues comme faisant partie intégrante des structures des partenaires sociaux des Etats membres, avoir la capacité de négocier des accords et être, dans la mesure du possible, représentatives dans tous les Etats membres
- disposer de structures adéquates leur permettant de participer de manière efficace au processus de consultation.

**La liste des partenaires sociaux représentatifs est publiée chaque année dans le Journal Officiel de l'Union.**

3. Si la Commission, après cette consultation, estime qu'une action de l'Union est souhaitable, elle consulte les partenaires sociaux **représentatifs concernés** sur le contenu de la proposition envisagée. Les partenaires sociaux remettent à la Commission un avis ou, le cas échéant, une recommandation.
4. À l'occasion de cette consultation, les partenaires sociaux peuvent informer la Commission de leur volonté d'engager le processus prévu à [l'ex-article 139]. La durée de la procédure ne peut pas dépasser neuf mois, sauf prolongation décidée en commun par les partenaires sociaux concernés et la Commission.